

« RENCONTRE D'INTELLECTUELS CANADIENS EN APPUI À LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE »

DÉCLARATION FINALE

Dans l'esprit du message de solidarité émis par les participants à la 12^e Rencontre du Réseau des intellectuels, artistes et mouvements sociaux « À la défense de l'humanité », tenue à Caracas, le 11 avril 2016, en témoignage de l'appui des forces progressistes du monde entier au gouvernement bolivarien et au peuple vénézuélien dans leur lutte contre les attaques constantes de l'oligarchie locale et impériale, nous, les intellectuels canadiens soussignés, réitérons notre soutien à la souveraineté et à la libre autodétermination du peuple du Venezuela.

Nous soulignons que les agressions oligarchico-impériales qui prennent la forme d'une « guerre économique » et d'une « guerre médiatique » contre le Venezuela ne sont pas un cas isolé. Elles font plutôt partie d'une stratégie globale visant à museler la voix discordante du Gouvernement bolivarien et du peuple vénézuélien qui conteste les structures implantées par les centres de pouvoir du capitalisme mondial.

En ce sens, nous exprimons notre inquiétude face aux mécanismes actuels de manipulation, de propagande et d'intervention utilisés pour déstabiliser les institutions politiques démocratiques et les structures sociales du Venezuela, en vue de restaurer l'ordre antérieur au profit des élites oligarchiques et de rétablir les politiques néolibérales désastreuses et ainsi de démanteler les conquêtes sociales attribuables au processus bolivarien de transformation populaire depuis 1998.

De la même manière, nous dénonçons le fait que ces attaques incessantes se sont multipliées parallèlement à la campagne de désinformation orchestrée dans les médias, laquelle a ciblé la pénurie d'aliments et de médicaments, sans faire allusion à la guerre économique livrée par l'oligarchie interne et par d'autres secteurs d'une cinquième colonne impériale, au détriment de toute la population et particulièrement des secteurs les plus pauvres de la société vénézuélienne.

Nous élevons également notre voix contre les allégations de violations des droits de la personne au Venezuela, particulièrement les fausses allégations touchant l'existence de prétendus « prisonniers politiques », alors qu'en réalité ce qui existe au Venezuela ce sont des politiciens incarcérés pour avoir violé les lois pénales vénézuéliennes en incitant à des actes de violence qui ont provoqué la mort de Vénézuéliens innocents. Personne n'a mentionné ce fait au niveau international, alors que ces politiciens de l'opposition se font l'écho de cette

irrationalité et ont causé de nombreuses morts, des centaines de blessés et des dommages matériels considérables.

Nous exprimons notre admiration de ce qu'en dépit de ces attaques, de ces agressions et de ces accusations, le Venezuela préserve ses principes bolivariens et jouisse d'un solide prestige international. En ce sens, nous félicitons la République bolivarienne du Venezuela d'avoir organisé avec succès le 17^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements du Mouvement des pays non alignés, tenu dans l'île de Margarita, les 17 et 18 septembre 2016, sur le thème de « la paix, la souveraineté et la solidarité pour le développement », au cours duquel les États membres ont réaffirmé leur engagement à respecter la souveraineté, l'unité nationale et l'intégrité territoriale des États, l'égalité souveraine des États, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le règlement pacifique des différends, la défense de la libre autodétermination des peuples, la renonciation à la menace et au recours à la force, le rejet des politiques illégales de changement de gouvernements constitutionnels et la condamnation de toute promulgation et application de mesures coercitives unilatérales.

Nous souhaitons également le meilleur des succès à la République bolivarienne du Venezuela dans l'exercice de la présidence du Mouvement des pays non alignés pour la période 2016-2019, car, vu ses qualités de leadership et son engagement envers les plus démunis, nous croyons que cette gestion renforcera et revitalisera les aspirations des peuples de l'humanité à construire un monde de paix, de justice, de solidarité et de développement partagé.

Nous rappelons qu'en dépit des agressions permanentes, en 17 ans de gestion gouvernementale centrée sur l'être humain et avec une vision intégrale des droits de la personne, la Révolution bolivarienne, inspirée par les idéaux du Libérateur Simón Bolívar et dirigée par le commandant Hugo Chávez Frías, a réalisé l'une des distributions les plus équitables de la richesse en Amérique latine et obtenu une reconnaissance universelle pour les progrès accomplis en matière d'éducation, d'alimentation, de répartition des revenus et de développement communautaire et populaire.

Nous soulignons que cette politique d'assistance sociale a été revigorée sous le mandat du président Nicolas Maduro Moros, en dépit des effets pernicioeux de la crise mondiale et de l'effondrement des prix du pétrole, une baisse provoquée par la « guerre financière » qui soutient la spéculation boursière et la surproduction d'hydrocarbures provenant, entre autres facteurs, de l'application de la fracturation hydraulique, un processus qui a aggravé l'état de fragilité écologique de la planète.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les gestes réactionnaires visant à censurer et réduire au silence la voix et l'opinion critiques de *TeleSUR* avec des mesures destinées à affaiblir son image comme outil de communication au

bénéfice des peuples du monde entier. Pour cette raison, nous déplorons le retrait inopportun de la République argentine de cette plateforme de communication, une sortie qui affaiblit le pluralisme politique et informationnel en même temps qu'elle affecte les progrès tangibles de l'intégration latino-américaine.

Dans le but de contrecarrer ces actions de censure ainsi que la désinformation à l'endroit du Venezuela, nous sommes disposés à contribuer à la diffusion de la programmation de *TeleSUR* au Canada, en mettant à profit les outils qu'offrent les nouvelles technologies et les réseaux sociaux, eu égard à leur forte pénétration dans plusieurs secteurs de l'opinion publique canadienne.

Nous fondant sur l'épais dossier noir des interventions des États-Unis en Amérique latine, nous rejetons avec véhémence les actes interventionnistes du gouvernement des États-Unis contre la stabilité démocratique et institutionnelle de la République bolivarienne du Venezuela, des actions impériales qui participent d'une nouvelle offensive inscrite dans un « Plan Condor continental » destiné à récupérer l'influence perdue dans la région. Ces actions animent une campagne de dénigrement dans les médias nationaux et internationaux ainsi qu'une guerre économique interne déshumanisante et incessante visant à provoquer la destruction du processus bolivarien.

Le Venezuela ne représente pas une menace à la sécurité d'aucun pays, mais est un exemple d'espoir et représente, à ce titre, une menace à l'ordre impérial régnant. En ce sens, nous exigeons l'abrogation immédiate du tristement célèbre Décret Exécutif du gouvernement américain par lequel il considère le Venezuela comme une menace pour sa sécurité nationale et sa politique étrangère, un décret qui a été rejeté par une écrasante majorité des pays du monde.

Nous rejetons toute tentative de porter atteinte à la souveraineté du Venezuela au moyen d'actions impériales directes ou en recourant à des organisations hémisphériques ou internationales afin de promouvoir un changement de gouvernement par des voies illégales, lequel vise à rétablir les anciennes structures oligarchiques et à démanteler les acquis sociaux résultant des missions du gouvernement révolutionnaire.

Voilà pourquoi nous nous engageons à défendre les institutions du Venezuela face à la campagne de délégitimation orchestrée présentement dans le cadre du processus d'activation du recours constitutionnel pour la convocation d'un référendum révocatoire, car, en fin de compte, ces opérations de discrédit attentent aux préceptes fondamentaux inscrits dans la Constitution bolivarienne de 1999.

Eu égard aux expériences récentes de déstabilisation contre les gouvernements progressistes en Amérique latine, mises en évidence par les « coups d'État mous » ou « parlementaires », nous réaffirmons notre solidarité avec le

gouvernement et le peuple bolivariens. Nous serons attentifs à dénoncer toute agression contre l'ordre constitutionnel vénézuélien, car nous continuerons d'appuyer le processus bolivarien, l'autonomisation et l'approfondissement dans la formation et la participation populaire de base, à titre d'héritage du commandant Hugo Chávez Frías et de garantie de continuité de sa lutte en faveur de la justice sociale et de l'égalité.

Finalement, nous réaffirmons notre appui absolu au Venezuela, dont son gouvernement a été élu de façon légitime par la majorité du peuple vénézuélien. Dans cette perspective, nous faisons appel au gouvernement du Canada pour qu'il ne participe pas aux politiques interventionnistes des États-Unis qui prétendent renverser les gouvernements progressistes de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans le cadre de leur stratégie globale qui est de parrainer des « guerres régionales » à l'échelle mondiale.

Ottawa, le 7 octobre 2016

Michel Chossudovsky

James Cockcroft

Mahdi Darius Nazemroaya

Kathy Hogarth

Maricarmen Guevara

Víctor Ramos

Stuart Ryan

Jorge Sorger

Santiago Escobar

Jean-Claude Balu

Luis Gómez

Félix Grande

Claude Morin

Arnold August